

Lettre Jacques Cœur n°24

Décembre 2019



Les Etats-Unis et le monde, retours d'expériences



François-Xavier BOUIS
Président de Cie Financière Jacques Cœur



Pierre VIMONT
Ancien Ambassadeur de France aux Etats-Unis
Directeur du cabinet du ministre des Affaires
étrangères Dominique de Villepin



Michel FOUCHER
Senior Advisor, Ancien Ambassadeur

Pierre Vimont est Ambassadeur de France. Il est actuellement chercheur associé à Carnegie Europe (Bruxelles). Ses recherches se concentrent sur la Politique européenne de voisinage, les relations transatlantiques et la politique étrangère française. Il a été ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne de 1999 à 2002, directeur de cabinet de trois ministres des affaires étrangères (2002-2007), ambassadeur de France aux Etats-Unis (2007-2010) et secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure (2010-2015). Il rentre d'un séjour d'un trimestre à l'automne 2019 à l'Université Columbia (New York) et à Harvard. Il est depuis septembre 2019 envoyé spécial du Président de la République pour les relations avec la Fédération de Russie.

Michel Foucher est un géographe, ancien ambassadeur, titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH, Paris). Ses travaux portent sur les interactions entre géopolitique et géo-économie et sur l'affirmation des intérêts européens dans le monde tel qu'il a l'inconvénient d'être.

2019 a été l'année de la rivalité explicite entre les Etats-Unis et la Chine, élections parlementaires européennes, nouvelle Commission, Brexit

2020 sera l'année des « découplages » entre les Etats-Unis et la Chine, moins entre les Etats-Unis et ses alliés européens, sommes de se rallier à la vision américaine.

Les fondamentaux de l'économie internationale sont bons. Les risques viennent de la géopolitique (démontage du multilatéralisme) et de l'usage politique de l'arme économique (et du droit des affaires : lawfare = law + warfare, selon Charles Dunlop, 2001).

Dans un monde interdépendant, la géo-économie devient un levier d'exercice de la puissance (sanctions US) et un levier de développement (Chine). Comme l'indiquait Patrick Allard, l'hégémon a cessé d'être bienveillant.

Les taux vont rester bas, ce qui facilite l'endettement, devrait encourager l'investissement. « Les taux négatifs ne font qu'entretenir la peur de l'avenir », selon Larry Flink, de BlackRock.

Les USA et la Chine pèsent 40% de l'économie mondiale. Le conflit commercial va durer. La Chine ne fera que des concessions mineures (acheter plus de soja), sans renoncer à son « rêve » (Made in China 2025). La tension va se poursuivre et les USA conserveront leur primauté pendant quelques décennies. La croissance américaine est forte (2% en 2019, 4% en 2018).

Les Etats-Unis et le monde, retours d'expériences, par Pierre VIMONT

Je vous propose d'aller plus loin que la caricature donnée des Etats-Unis, dès lors que Donald Trump recouvre une réalité intéressante et complexe.

S'agit-il d'un phénomène structurel permanent ? D'un changement de cycle ? D'un changement de la politique étrangère ? De la société ? Ou bien, comme le disent les démocrates, d'un mauvais moment à passer, d'ici 2020 ou 2024 ?

Ces interrogations sont partagées par tous, en Europe, en Russie comme en Chine.

Comment analyser ces phénomènes ? Sont-ils temporaires ou profonds ?

Première remarque : est-ce si nouveau ?

Je me réfère à cet isolationnisme, à cet unilatéralisme. Mais n'est-ce pas la période qui va de 1945 à 2017 qui fut une phase exceptionnelle.

Au XIXème siècle, les Etats-Unis ont développé en Amérique latine un impérialisme contre l'Espagne. Mais jusqu'en 1917, ils furent réticents. On note ce flux et ce reflux dans le grand monde.

André Malraux, qui aimait parler à tous, avait dit au jeune homme que j'étais alors que l'Amérique était un impérialisme malgré soi. L'ordre multilatéral qu'elle soutenait était inscrit dans la guerre froide. Avec la fin de l'URSS, l'ouverture du Mur de Berlin, les Etats-Unis se battent pour un nouvel équilibre. Donald Trump prolonge un mouvement amorcé par Bill Clinton et Barack Obama. Mais le reflux a été bloqué par le 11 septembre (2001), GW Bush étant obligé de partir en guerre. Donald Trump marque une nouvelle phase, baroque, d'une tendance de fond.

Mais la réalité est plus complexe que ne le suggère le mot « retrait »

- Le retrait des aventures militaires. Les USA sont engagés en Afghanistan depuis 18 ans, soit plus qu'ils ne le furent au Vietnam, avec des résultats contrastés. Ils rêvent d'en sortir, Trump et l'opinion. Même les démocrates, lors des primaires, sont sur cette ligne : « ramener les boys »
- Trump impose une marque propre, avec sa volonté de se retirer des organisations multilatérales (ONU, Alliances, accords avec les alliés européens, accords multilatéraux). Comme Poutine et Xi, il entend réorganiser l'ordre multilatéral sur des bases bilatérales.

Parler de « retrait », est-ce aussi simple ?

Les Etats-Unis ne renoncent pas du tout à l'hégémonie. Ils utilisent leurs armes pour imposer leurs intérêts.

- Les sanctions sont devenues un outil diplomatique majeur, qui a de forts effets. Voir l'Iran, où toutes les entreprises suivent les prescriptions américaines. Et la BEI, banque européenne, affirme qu'elle ne soutiendra pas les firmes européennes. Le système Instex de troc ne marche pas.
- La confrontation entre la Chine et les Etats-Unis montre le recours à l'arme des tarifs
- L'arme militaire est utilisée en Syrie ou en Afghanistan quand les Etats-Unis le veulent, avec un exercice pointu de la force (drones)

Quelle est la vision américaine ?

La politique étrangère est plus pointue : Washington choisit ses alliés et ses adversaires, que l'on peut diviser en deux catégories : Chine et Russie ; en second rang, Iran et Corée du nord.

Quant aux alliés, c'est au cas par cas. Sur l'OTAN, Trump s'interroge sur l'article 5, insiste sur le partage du fardeau (les 2% de PIB), il est présent dans les débats transatlantiques (sommet de l'OTAN à Londres, où DT se distancie d'Emmanuel Macron). Le « deep state » maintient la dépendance à l'égard du matériel militaire américain et se précipite aux Pays Bas et en Allemagne contre le projet français d'avion du futur. Dans le cadre de l'Alliance atlantique, il faut acheter des matériels américains.

Voir aussi leur réaction sur la taxation des GAFA.

L'Amérique avance et veut se battre. L'ascension de la Chine a entraîné la fin de la mondialisation portée par les Etats-Unis. Le jeu américain est de remodeler le système multilatéral dans un sens plus transactionnel, le donnant/donnant.

En réalité, j'observe que trois pouvoirs se battent à Washington :

- Trump a neutralisé l'Administration avec ses fougades et Steven Mnuchin résiste encore, comme le dernier des fidèles.
- Le Congrès est un vrai contre-pouvoir, totalement bipartisan sur les sanctions contre la Chine, l'Iran ou la Russie
- Le Pentagone réprovoque la position de Trump sur le retrait de Syrie (il s'est inventé la mission de protéger les puits de pétrole) et d'Afghanistan. L'armée résiste et devient un contre-pouvoir.

Trump n'est pas populaire (toujours en dessous de 50%) mais il garde un socle de 35 à 40% d'électeurs fidèles. Les agriculteurs, qui souffrent de sa politique anti-chinoise, estiment qu'il a raison. Idem pour les GAFA (Apple).

L'obsession chinoise des Etats-Unis

C'est une confrontation obsessionnelle.

Ceci me rappelle le combat avec l'URSS dans la course vers la lune sous Kennedy (que j'avais ressenti lors de mon séjour aux Etats-Unis à cette période).

C'est la question existentielle de la suprématie. Les USA n'aiment pas que la Chine veuille les détrôner de leur rang de première puissance. Ce fait est vécu comme un vrai défi par les Américains. Ce combat mobilise tout le monde (5G ; les GAFAs acceptent de limiter leurs activités en Chine ou de se retirer). C'est un combat essentiel. Il n'y a pas de front anti-Trump sur sa politique chinoise.

Question : ce changement incarné par Donald Trump est-il provisoire ou permanent ?

- La société change, avec l'immigration et le poids croissant des Latinos dans toute la société, non seulement à la frontière sud, sur la côte Ouest et à Miami mais à New York (qui devient bilingue), à Boston. Le vote de la communauté hispanique compte ; or elle hésite entre les démocrates et les républicains (Hillary Clinton ne l'avait pas mesuré) ; c'est un vote divisé.
- En économie, Donald Trump a réussi en poursuivant l'effort d'Obama, même s'il s'en attribue tous les mérites. C'est un Président favorable aux entreprises (allègements fiscaux) mais les inégalités sont plus fortes et le taux de pauvreté est en hausse. L'ascenseur social est bloqué, d'où l'importance de Medicaid et Medicare.
- Les USA connaissent une profonde évolution culturelle et sociétale. On note un ressac par rapport à la tolérance et au laisser-aller. Le mariage homosexuel et l'avortement suscitent de profonds débats. Le vice-président Mike Pence est l'homme de l'Eglise évangélique, qui est une grande puissance (aux Etats-Unis, en Amérique latine, au Moyen Orient). Son agenda est de revenir sur ces deux points. Comme si la société renouait avec le fond de sa culture.

Quid de l'Europe dans ce nouveau contexte ?

Est-elle appelée à disparaître dans un G2 ou un 3 (avec la Russie) ?

L'Union européenne va-t-elle s'assumer enfin ? Devenir un vrai acteur géopolitique ? L'Europe puissance est une idée française qui rebute nos partenaires.

Or, l'UE n'a pas compris la puissance qu'elle peut représenter. Quand je parle avec les GAFAs, je vois que pour eux l'UE dispose d'instruments de puissance (normes, règles de concurrence, amendes).

Les firmes américaines de New York travaillent avec l'UE et se mettent en conformité avec le Règlement européen de protection des données personnelles¹

¹ Voir la lettre Jacques Cœur n° 22, page 4, sur le Règlement général sur la protection des données.

Il manque à l'UE une vision et un état d'esprit géopolitique. On ne s'est jamais vu comme une entité géopolitique. Et quand elle essaye, elle échoue, comme en Ukraine.

Pourtant la nouvelle Présidente de la Commission, Ursula van den Leyen, parle de « commission géopolitique » et le nouveau vice-président en charge du Service européen d'action extérieure, déclare que l'UE doit apprendre à parler le langage de la puissance. On refuse encore de parler en termes de zones d'influence, en déni de la réalité

Et « l'Etat profond », signalé par le Président de la république lors de la conférence des ambassadeurs², existe également à Bruxelles, avec ses procédures qui négligent les réalités géopolitiques et géoéconomiques.

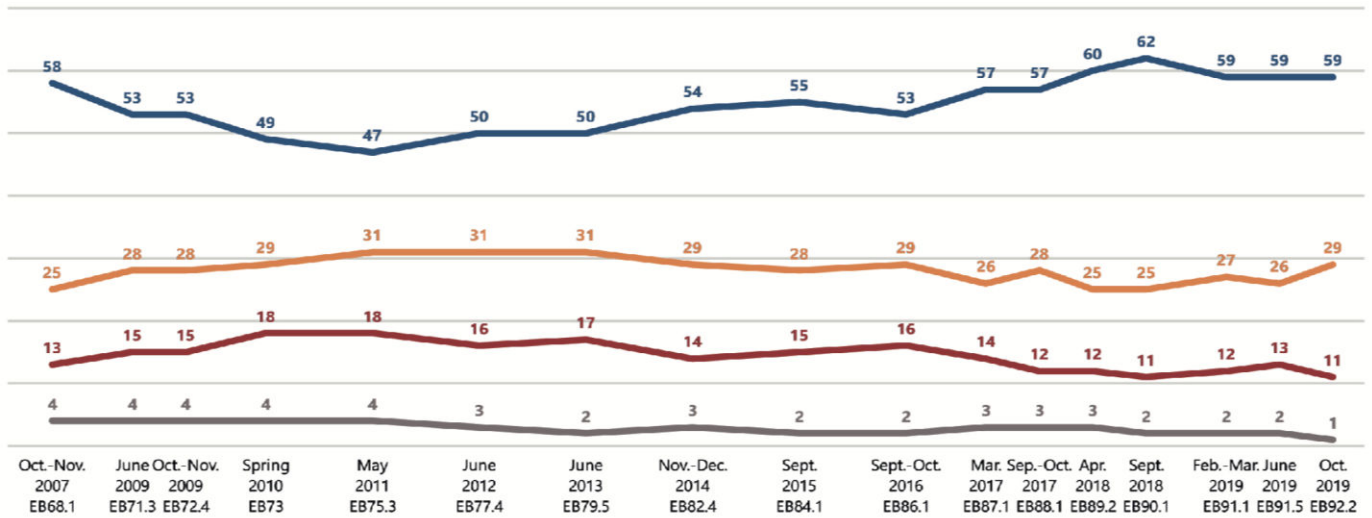
Face à l'Amérique, l'Union européenne doit agir comme puissance. Si Trump est réélu, ce sera un choc pour les Européens. Elle doit plaider pour le multilatéralisme, comme la Chine. Elle doit refuser l'approche transactionnelle des Etats-Unis. Elle devrait avancer avec de nouveaux concepts : l'environnement ; l'économie libérale d'Etat.

Etat positif de l'opinion publique européenne selon le dernier sondage Eurobaromètre (10/12/2019)



Generally speaking, do you think that (OUR COUNTRY)'s membership of the EU is...? (% - EU)

— A good thing — A bad thing — Neither a good thing nor a bad thing — Don't know



Source: Parlemeter 2019 (92.2), QB12

² Désignant ceux qui voudraient freiner sa politique d'ouverture vers la Russie.

Les Etats-Unis et la Chine

Par Michel FOUCHER

Etats-Unis et Chine : le découplage commence, au-delà de la rivalité impériale

Dernier épisode de découplage des chaînes de valeur

Le bureau central du PCC a décidé début décembre d'imposer le programme 3-5-2³ de remplacement, en trois ans, de 20 à 30 millions d'ordinateurs (HP, Dell et Microsoft) des bureaux gouvernementaux et des entités publiques, afin de favoriser la production nationale et en représailles aux interdictions de Washington faites aux firmes chinoises de télécommunications, considérées comme des adversaires (ZTE, Huawei, Megvii, Sugon), d'acquérir des composants électroniques américains. L'autonomie des opérateurs d'infrastructures critiques, annoncée lors de l'édiction de la loi de 2017 sur la cybersécurité, doit se mettre en place de manière accélérée sous l'effet des sanctions américaines⁴. Les firmes américaines tirent 150 Mds\$ de revenus annuels de leurs ventes en Chine. Il sera difficile de remplacer rapidement les applications Windows et macOS par des systèmes aux capacités plus restreintes (Kylin OS) et la définition d'une « production domestique » se heurte au fait que Lenovo assemble en Chine des processeurs fabriqués par Intel et des disques durs de Samsung.

15 décembre, nouvelles taxes douanières

Washington avait annoncé l'imposition pour le 15 décembre 2019 de taxes de 15% sur 160 Mds\$ d'importations chinoises (téléphones portables, ordinateurs, jouets, vêtements de sport). Ce, dans le contexte de la première phase d'un accord commercial en négociation. Mais les firmes US produisent encore massivement en Chine (Apple) et un report est probable.

On note un recul des importations chinoises de 14% en 2019 (10 mois) (382 Mds) et des exportations US de 13,6% (87Mds, selon le Census Bureau). Donald Trump ne semble pas pressé d'obtenir un accord car l'état de l'économie n'est pas préoccupant (marché du travail, marchés boursiers à des niveaux record) = « *a skinny deal* » (un accord maigrichon).

Fin novembre

Steven Mnuchin, secrétaire d'Etat au Trésor, refuse un prêt de la Banque Mondiale (+1Md\$) octroyé dans le cadre du « *Country Partnership Framework* » destiné à encourager Pékin dans les fonds d'investissements verts. La Maison Blanche et le Congrès estiment que la Chine ne peut plus être considérée comme un pays en développement. Ils se

³ 30% en 2020, 50% en 2021, 20% en 2022.

⁴ Lenovo avait acquis la division des ordinateurs d'IBM en 2005.

heurtent à la position favorable au multilatéralisme du nouveau directeur de la Banque mondiale, choisi lui-même par Trump, David Malpass, ancien fonctionnaire du Trésor

Enfin, le soutien explicite au mouvement pro-démocratie à Hong Kong et les sanctions du Congrès contre des responsables chinois (Xinjiang). Le pouvoir de Pékin est divisé sur la conduite à tenir.

Chine 2019- 1949 70 ans (+ Hong Kong)

Le 1^{er} octobre 2019, date du 70^{ème} anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine a été l'occasion de célébrer le succès des réformes lancées par Deng Xiao Ping, qui est indéniable et spectaculaire : une économie rurale sous-développée est devenue une puissance industrielle de premier plan ; la Chine est en mesure de rivaliser avec les Etats-Unis dans tous les compartiments de la puissance. C'est du jamais vu dans l'histoire. Le PCC tire sa légitimité de cette « renaissance de la nation chinoise », là où l'URSS a échoué et ceci explique que les générations d'actifs soutiennent le régime, tant que la croissance est au rendez-vous. L'objectif du groupe dirigeant est de faire de la Chine le n°1 mondial en 2049, sous la conduite du PCC

Quels sont les défis internes ?

- Ralentissement généralisé de la croissance, qui se situe à 3% (selon Kevin Rudd et 2% selon des experts coréens).
- Perte de confiance dans l'avenir : 60 Mds\$ de sortie de capitaux privés par mois (« sport national ») ; excès d'épargne (45% du PIB) et hausse de l'endettement (250% du PIB)
- Baisse de la population et vieillissement
- Problème du changement de règle dans la succession du pouvoir et durcissement du contrôle par le PCC
- Crise de Hong Kong affecte la diaspora (60% des IDE) Hong Kong, test. La demande est celle du suffrage universel (l'exécutif est nommé par Pékin). Il met en cause le dirigisme totalitaire du PCC.
- La croissance diminue, le Président Xi privilégie les entreprises d'Etat, car en léniniste il se méfie du marché ; le secteur privé est dans l'incertitude mais la Chine garde son potentiel d'innovation.

Défis externes : USA (voir plus haut) et rivalité systémique avec l'Occident et l'Europe (selon les termes de la Commission européenne). Washington veut enrayer l'irrésistible ascension chinoise. La Chine a donc besoin de s'appuyer sur l'Europe de l'Union qui leur paraît être un partenaire rationnel (Angela Merkel à Pékin en septembre, en format strictement national ; Emmanuel Macron en novembre avec une délégation européenne – avec Anja Karliczek, ministre allemande de la recherche, et Phil Hogan, commissaire européen à l'agriculture et une vingtaine d'entreprises allemandes, après le format Merkel-Juncker-Macron de mars lors de la visite de Xi Jinping à l'Elysée). Pékin a bien compris le message européen de Macron et vient de nommer un Monsieur Europe le 1^{er} novembre 2019. La prochaine étape sera la visite de Xi en Allemagne au 2^{ème} semestre 2020, sous présidence allemande du Conseil européen. L'accord sur la protection des investissements pourrait être signé à cette occasion.

Le découplage, du point de vue chinois.

Le monde s'est fait sans nous. Il s'agit donc de promouvoir une alternative au modèle occidental, politique et économique, la voie chinoise. Il s'agit d'une forme concurrente de la globalisation (normes et standards, institutions internationales actuelles et nouvelles, réseaux d'infrastructures).

Tout en ayant une influence plus forte dans les institutions existantes, la Chine installe « une voie parallèle » plus sino-centrée (Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, Organisation de coopération de Shanghai, Belt and Road Initiative ou BRI).

Vers une organisation du monde en deux pôles, avec chacun ses cercles d'amis (Chine : Beidou, 5G, BRI).

Chine et Russie : rapprochement sans alliance

Le gazoduc de Sibérie inauguré par vidéoconférence en décembre 2019. C'est un contrat de 55Mds\$ signé entre Gazprom et CNPC (pour 38 Mds³ de gaz, contre 200 Mds³ vendus par an à l'UE et à la Turquie), après l'introduction de sanctions américaines contre la Russie à propos de la Crimée.

Ce n'est pas une alliance mais une coopération, qui permet à la Russie de garantir son flanc oriental.

Comment l'a indiqué le Président français, est-il dans l'intérêt de la Russie de devenir un *junior partner* de la Chine ? Poutine le sait. Méfiance russe et désintérêt culturel réciproque. Rapprochement lié à la politique US mais pas de sympathie.

Conséquences immédiates de ces tensions⁵

Depuis 2014, Les USA sont devenus mercantilistes (Trump veut que les autres pays achètent davantage de biens et de services pour réduire le déficit extérieur) et la Chine consumériste (la stratégie de croissance n'est plus fondée seulement sur les exportations).

Washington entretient une tension commerciale qui est source d'incertitude et d'imprévisibilité et qui aura un impact négatif sur le commerce et l'investissement.

Les investissements directs étrangers baissent partout (Monde, G20, OCDE, UE), de l'ordre de 20%, selon l'OCDE. La Chine a quasiment cessé d'investir aux USA (1,2 Mds\$ au premier semestre de 2019 contre 16 au second semestre de 2018). Les pays d'accueil sont la France (38Mds\$), la Russie (16), l'Inde (27) et la Chine (82). Les pays d'origine sont : le Japon (137), les USA (69), l'Allemagne (67) et le RU (56).

Une guerre commerciale mondiale aurait un effet permanent d'ampleur similaire sur les trois grandes puissances mondiales (Union européenne, Etats-Unis et Chine), comparable à celui que la Grande récession a eu en 2008-2009.

⁵ Avis de tempête sur le commerce international : quelle stratégie pour l'Europe ? Les notes du conseil d'analyse économique, n° 46, juillet 2018

Selon Olivier Blanchard, les effets mécaniques des tarifs US ne sont pas si importants. Le commerce international diminue. Mais l'incertitude pèse sur le montant des investissements. Les firmes attendent les élections US de novembre 2020. La crainte de nouveaux tarifs incite à la dé-globalisation. Ceci ne conduit pas à un risque de récession, car les USA sont indifférents à la dépense. Le déficit budgétaire a atteint 984 Mds\$ sur l'exercice fiscal 2019 (fin septembre), soit 4,6% du PIB (dépenses militaires, service de la dette, Medicaid et Medicare et aide aux agriculteurs) (contre 30 Mds de droits de douane supplémentaires).

« L'Amérique préfère recourir à l'arme économique, en espérant qu'elle finira par produire les résultats escomptés. A cette fin, elle ne craint pas de brutaliser ses alliés et autres partenaires en leur imposant sa propre politique extérieure et ses propres lois. Aussi la confiance dans les États-Unis s'effrite-t-elle un peu partout, ce qui génère beaucoup d'incertitude. On parle de géo-économie pour qualifier une situation où des États, à commencer par le premier d'entre eux, utilisent de plus en plus méthodiquement les leviers non militaires de la puissance économique pour atteindre leurs objectifs politiques. C'est également par la géo-économie que, sans mettre en question ses ambitions militaires, la Chine étend son influence partout sur la planète. Avec de réels succès. Mais à la différence des États-Unis, elle agit ainsi au nom du développement ou de la réduction de la pauvreté, et en se déclarant en faveur du multilatéralisme ». Thierry de Montbrial, ouverture de la 12^e World Policy Conference, Marrakech, 12 octobre 2019

Ce conflit commercial contribue à redessiner la carte des échanges mondiaux :

- Vietnam, Pays-Bas, Taiwan, France, Australie, Singapour, Corée du sud, Inde, Brésil, Royaume Uni ont accru leurs exportations vers les USA
- Argentine, Inde, Canada, Australie, France et Pays-Bas ont augmenté leurs exportations vers la Chine.

Enfin, la dette américaine détenue par l'Europe augmente plus vite que celle détenue par la Chine. La Banque centrale de Chine n'achète plus de nouveaux actifs financiers en dollars. Elle a perdu 900 Mds de réserves depuis 2014 (fortes sorties de capitaux du secteur privé). La Chine a été remplacée par l'Allemagne dans le rôle de prêteur finançant le déficit US (l'excédent extérieur d'épargne se monte à 8% du PIB). La dette du Trésor US détenue par la Chine est passée de 1300 à 1100 Mds\$ et celle détenue par l'Europe de 870 à 1520 Mds\$.

L'UE et les USA : un réveil européen ? Quelques enjeux globaux où l'Europe se heurte aux États-Unis

Le sommet du G7 de Charlevoix et le rôle international de l'euro

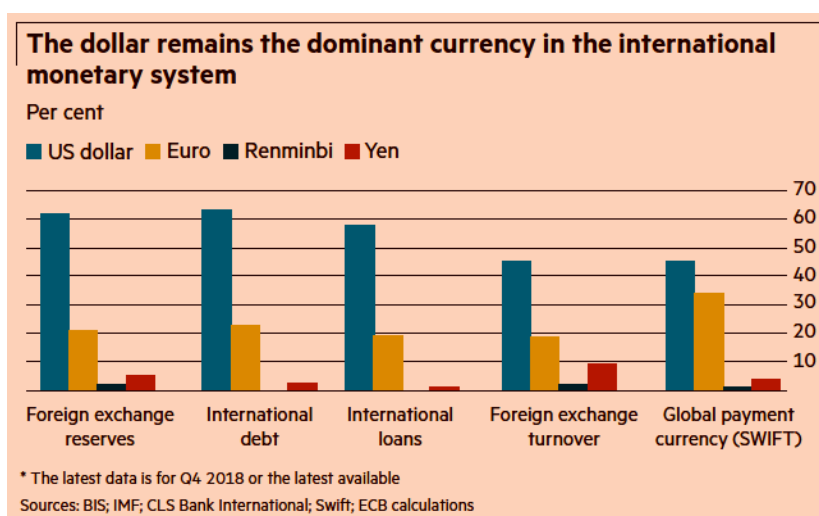
Quand le Président américain a quitté avant la fin le sommet du G7 de Charlevoix (Canada) en juin 2018, en refusant de signer le communiqué commun, il a laissé les Européens d'abord sans voix puis décidés à travailler ensemble. Pour Martin Seylmar, ancien secrétaire général de la Commission européenne, la conscience d'une nécessaire souveraineté européenne est née à ce moment-là. Avec comme premier point d'application la promotion du rôle international de l'euro. Jean-Claude Juncker a repris ce thème et son successeur l'a inclus dans ses instructions à la Commission. La BCE

travaille sur les effets économiques d'un rôle international accru de l'euro. La Commission a étudié le schéma Instex (qui ne marche pas en fait) mais entend développer l'usage de l'euro dans les échanges de produits énergétiques.

En octobre, Maxim Oreskhin, ministre russe de l'économie, a exposé un plan de dé-dollarisation destiné à minimiser l'exposition aux sanctions US (876 sanctions différentes) : libeller les transactions sur le gaz et le pétrole en rouble, qui est devenu une monnaie stable (Gazprom a commencé à facturer du gaz en roubles en mars dernier à une firme européenne) ; diminuer la détention de bons du Trésor US (de 96 Mds\$ à 8 dans les 18 derniers mois) ; achat de 90 Mds \$ de dette libellés en euros et en yuans ; offrir le marché » de la dette russe aux investisseurs étrangers (29%) ; encourager les transactions en euros (Rosneft a facturé en euros en septembre et en octobre sur le marché spot).

Rappelons que Gazprom vend pour 51 Mds\$ de gaz naturel à l'UE et Rosneft 125 mt de pétrole. L'enjeu est important pour la Russie dès lors que les ventes d'hydrocarbures représentent la moitié du budget russe. La part des réserves en euros de la Banque centrale russe serait de 40% (contre 27% en billet vert et 17% en yuan). A l'échelle mondiale, 34% du commerce international est libellé en euros. Sa part dans les réserves de change a progressé de 1,2 point en 2018⁶, soit à 20,7% (yen 5,2%, livre sterling 4,43, yuan 1,89). Le dollar US reste à 61,7%.

Source : Euro FT 6 12 12



Les facturations des biens exportés hors de l'union monétaire reste stable à 61,6% mais son poids s'est affirmé sur les marchés financiers : les émissions de dette en euros ont progressé de 20% (2017) à 22,7% (2018), celles en dollars ont reculé de 69% à 61%.

La crédibilité gagnée par la BCE pendant la crise a permis à la politique monétaire européenne de s'autonomiser par rapport à celle des Etats-Unis. La remontée des taux de la FED n'a plus d'effet sur les taux souverains européens. « Cette autonomisation est un changement majeur et il n'est pas très bien vécu par les Etats-Unis de Donald Trump, prêts à tout pour regagner des parts de marché au détriment de l'Europe »⁷. La domination du dollar dans les échanges de matières premières, les échanges commerciaux et les systèmes de paiement internationaux sont au fondement de son pouvoir géoéconomique, l'extraterritorialité.

⁶ Rapport de la Banque Centrale européenne, 13 juin 2019

⁷ Mathilde Lemoine, chef économiste du groupe Edmond de Rothschild, in Le Monde, 15 juin 2019.

Quelques jours avant le G7, la chancelière allemande avait répondu à son homologue français sur la réforme de la zone euro : convergence économique, budget d'investissement « limité à deux chiffres en Mds€) et création d'un Fonds monétaire européen, reprenant les prérogatives du Mécanisme européen de stabilité afin d'être « un peu indépendants du FMI ».

- La fiscalité des GAFA

Dans une note récente⁸, le Conseil d'analyse économique juge le système actuel d'imposition internationale des sociétés, hérité du début du XXe siècle, dépassé. La remise à plat a été lancée au sein de l'OCDE qui veut enrayer les pratiques de transferts de bénéfices. L'enjeu pour la France serait de 5Mds€. Trump a menacé la France, en pointe sur ce dossier, de taxes de 100% sur des produits français (luxe, vins).

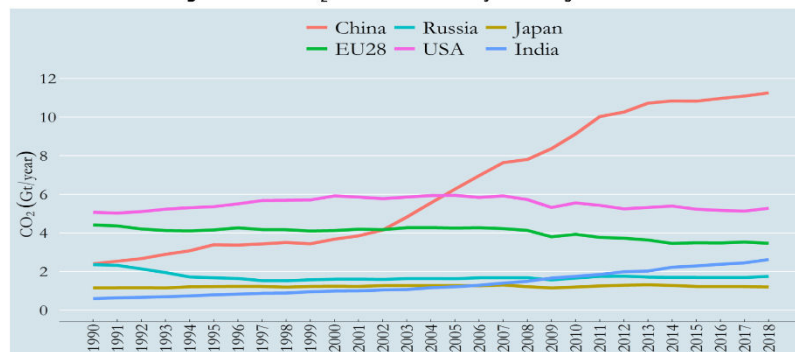
Climat : rôle moteur de l'UE (et des villes et Etats des USA)

Situation mondiale, selon le Rapport EDGAR de la Commission européenne (novembre 2019)

Table 1. Global share in 2018 and change in fossil CO₂ emissions for top emitting countries (contributing for more than 1% each to the global total) between 2017 and 2018. Light blue shading highlights countries with CO₂ emissions increasing by more than 1% between 2017 and 2018. The average annual change since 2015 (%) representing a longer trend is also reported.

Top emitting countries	Global share	Change between 2017 and 2018	Average annual % change since 2015
China	29.7%	1.5%	1.3%
United States	13.9%	2.9%	0.3%
EU28	9.1%	-1.9%	-0.3%
India	6.9%	7.2%	4.7%
Russia	4.6%	3.6%	1.1%
Japan	3.2%	-1.7%	-0.8%
Iran	1.9%	4.8%	5.3%
South Korea	1.8%	2.9%	2.9%
Saudi Arabia	1.6%	-1.1%	0.9%
Canada	1.6%	-0.1%	0.3%
Indonesia	1.5%	4.8%	4.4%
Brazil	1.3%	-1.3%	-1.8%
Mexico	1.3%	-2.3%	0.6%
South Africa	1.3%	1.0%	0.0%
Turkey	1.1%	0.6%	4.6%
Australia	1.1%	0.9%	1.1%
International shipping	1.8%	2.0%	2.2%
International aviation	1.5%	1.0%	2.0%

Figure 1. Fossil CO₂ emissions of the major emitting economies.

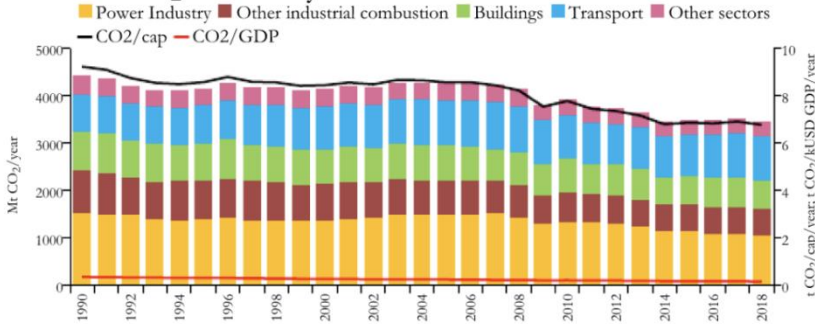


⁸ Fiscalité internationale des entreprises : quelles réformes pour quels effets ? Les notes du Conseil d'analyse économique, n° 54, Novembre 2019

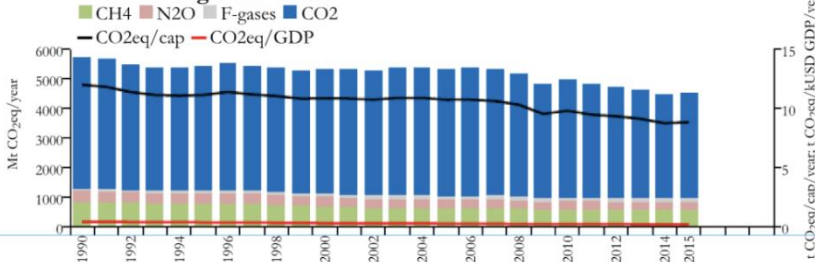
EU28



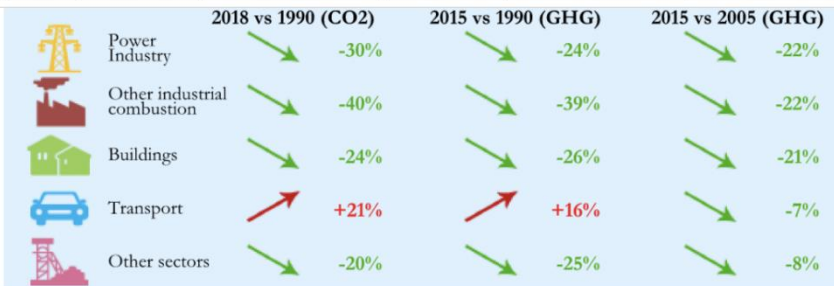
Fossil CO2 emissions by sector



Greenhouse gas emissions



Year	Mt CO ₂ /yr	GHG: Mt CO ₂ eq/yr	t CO ₂ /cap/yr	GHG: t CO ₂ eq/cap/yr	t CO ₂ /kUSD/yr
2018	3457.285	n/a	6.783	n/a	0.177
2015	3492.038	4499.851	6.881	8.867	0.191
2005	4250.760	5334.405	8.580	10.767	0.260
1990	4408.526	5743.609	9.235	12.031	0.371

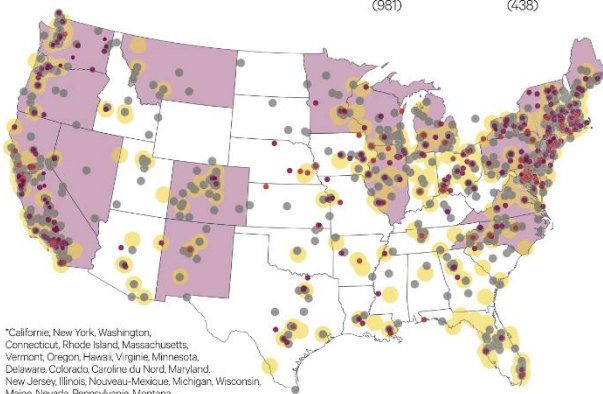


Le retrait américain de l'accord de Paris signé lors de la COP 21 n'a pas freiné l'engagement européen exprimé par Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, en charge du Green Deal (COP 25 de Madrid), au point que ses objectifs ont jugés irréalistes en Europe centrale (Pologne et République tchèque) réduction des émissions de gaz à effet de serre de 50 à 55% d'ici 2030. La Commission avait établi, dans son plan d'action du 8 mars 2019, un lien entre la solvabilité et la rentabilité des banques et leur capacité à développer des financements verts.

Les Etats du Centre et du Sud, grands absents de l'engagement américain à réduire l'effet de serre

En nombre d'acteurs impliqués

- Etats* et territoires** (26)
- Villes, comtés et population (534)
- Entreprises et investisseurs (2.008)
- Organisations confessionnelles et culturelles (981)
- Universités et organismes de santé (438)



*Californie, New York, Washington, Connecticut, Rhode Island, Massachusetts, Vermont, Oregon, Hawaii, Virginie, Minnesota, Delaware, Colorado, Caroline du Nord, Maryland, New Jersey, Illinois, Nouveau-Mexique, Michigan, Wisconsin, Maine, Nevada, Pennsylvanie, Montana.
**Samoa américaines, Porto Rico.

* LES ÉCHOS - / SOURCE : BLOOMBERG PHILANTHROPIES

Aux Etats-Unis, 4.000 villes, Etats et entreprises engagés dans le combat climatique assurent le quart du « job » dont Washington refuse de se charger. Réunis sous la bannière de l'America's Pledge (l'engagement de l'Amérique), l'initiative portée par Michael Bloomberg pour pallier le désengagement de Donald Trump, ces acteurs constituent une véritable force de frappe dans la lutte contre le réchauffement. Ils représentent, à eux seuls, les deux tiers du produit intérieur brut des Etats-Unis, 65 % de sa population et 51 % de ses émissions de GES. Il y a donc une alliance objective possible entre l'UE 27/28 et les

démocrates américains pour mettre en œuvre les engagements pris depuis la COP 21.

Donald Trump, l'obsolescence de l'OTAN et son hostilité de l'intégration européenne (soutien au Brexit, hostilité à l'Allemagne, menaces contre la France)

Comme l'a noté l'ambassadeur britannique Peter Ricketts, Emmanuel Macron pose les bonnes questions à propos de l'état et de l'avenir de l'OTAN⁹, que Donald Trump avait en son temps qualifiée d'organisation obsolète. Quel est l'objectif stratégique de l'OTAN ? Comment s'articuler à la nouvelle priorité stratégique nationale des Etats-Unis, qui n'est plus la défense de l'Europe mais la compétition avec la Chine ? Un élément de réponse est dans l'investissement accru de chaque Etat membre dans l'effort de défense. Un autre est de développer en coopération de nouveaux systèmes d'armes, afin de ne plus dépendre des matériels américains.

Or, les grands partis politiques européens divergent sur l'effort de défense. Lors du vote au Parlement européen sur le projet pilote du fonds européen de la défense (13 mars 2018), le PPE, l'ALDE et l'ECR étaient pour ; le quart du S&D contre ainsi que tous les Verts et les autres partis (195 contre et 471 pour, un rapport 37% / 63%). Le camp « neutraliste » s'est renforcé depuis mai 2019. Donc, cessons d'invoquer « armée européenne ».

Mais un mouvement se dessine en faveur d'un effort européen plus autonome. Outre le projet déjà cité, l'Initiative européenne d'intervention est soutenue par dix pays, intéressés par l'espoir d'une culture stratégique commune. Le pays clé est l'Allemagne, divisée. Les choix de défense engagent pour la longue durée : 2040 pour le système franco-allemand d'avion de combat du futur (SCAF), dont le coût de développement est évalué à 8-10 Mds€ sur 20 ans. Le Bundestag a débloqué le 6 juin une enveloppe de 32,5 m€ pour financer sa part de l'étude notifiée à Dassault et Airbus (65 m€ sur 24 mois). Mais Paris et Berlin diffèrent sur les règles d'exportation des matériels. Et à Berlin, un choix politique devra être fait pour la succession des avions Tornado. Si Lockheed Martin est écarté, ce sera l'Eurofighter. Qu'advient-il de l'arrangement de « partage nucléaire » otanien des moyens américains stationnés sur la base de Büchel ? Ma conviction est que le réveil européen ne se produira que si un choc vient d'outre-Atlantique¹⁰.

Pour l'instant, le dernier sommet de l'OTAN à Londres a, pour la première fois dans son communiqué final, indiqué que l'influence croissante de la Chine pose des défis que « nous devons traiter ensemble comme alliance ». C'est donc un ralliement à la position américaine.

⁹ Financial Times, 6 décembre 2019. « After pulling France out of Nato's integrated military structure in 1966, Charles de Gaulle commented to a friend: "When one wants to do something, first one has to upset the applecart . . . If you give a big kick, the problem is posed and it has to be solved." »

¹⁰ La défense de l'Europe demain : les grenouilles sans leur roi ? Michel Foucher 18 juin 2019, Telos.eu

L'UE entre la Chine et les Etats-Unis

La politique de la concurrence doit être actualisée

Margaret Vestager accepte depuis lundi 9 décembre l'actualisation des règles de la politique de concurrence fixées en 1997. « *Des changements tels que la mondialisation et la numérisation font que de nombreux marchés ne fonctionnent plus comme il y a vingt-deux ans* », souligne désormais la Danoise, célèbre pour les amendes record infligées aux Gafa. La Commission a bloqué dix fusions en dix ans. Elle juge que l'ultra-dominance des GAFAs réduit le choix pour les consommateurs. « *Il se peut donc que nous devions, à un moment donné, nous pencher sur la façon dont ces écosystèmes peuvent enfermer les consommateurs* ».

Comment ?

- Les obliger à partager les données sur lesquelles ils ont bâti leurs services pour permettre l'émergence de vrais concurrents.
- Mieux contrôler les rachats par certains géants de leurs concurrents directs, comme Facebook avec WhatsApp. « *Quand un géant se défend ainsi [...], on peut creuser la question de l'efficacité réelle pour le consommateur du rachat* ».

L'eurodéputée française Stéphanie Yon-Courtin (Renew, LREM) y rendra ce jeudi 12 décembre un rapport reprenant les pistes évoquées par Margrethe Vestager et appelant à durcir le contrôle des investissements étrangers en Europe et à exiger aux pays tiers la réciprocité dans l'accès aux marchés publics. « *Il faut une vision à plus long terme englobant la dimension mondiale et la concurrence potentielle future* » (Les Echos, 10/12/19)

Pourquoi cette inflexion ? Le refus de la fusion Siemens-Alstom était justifié par la Commission car leur union aurait dominé le marché européen, tout en restant deux fois plus petit que le chinois CRRC (30 Mds€ de chiffre d'affaires). La commission avait argué que CRRC n'avait jamais candidaté à un appel d'offres en Europe pour la vente de TGV ou d'un système de signalisation et ne le ferait pas dans un proche avenir. Alstom et Siemens plaidaient de leur côté pour une analyse dynamique du marché, prenant en compte la croissance attendue de la part de marché chinoise en Europe. Ils n'ont pas été entendus. Depuis, CRRC a mis un pied en Europe en rachetant fin août 2019 le fabricant de locomotives allemand Vossloh.

Le format Airbus, pour les batteries électriques

La batterie pourra représenter 40% de la valeur ajoutée d'un véhicule et le marché est dominé par l'Asie (Japon, Corée du sud). La Commission européenne lui a attribué le label Projet européen d'intérêt commun et la France, qui en est à l'initiative est rejointe par six autres pays (Allemagne, Belgique, Pologne, Italie, Suède, Finlande). Le cofinancement est possible pour les 17 entreprises concernées, sans encourir le risque d'aides d'Etat illégales (PSA, Saft, BASF, BMW, Varta, Eneris, Solvay, Umicore). Le total des aides d'Etat promises est de 3,2Mds€, plus 5 Mds€ d'investissement prévus

par les entreprises. Bercy promet 700 millions d'euros d'aides, et la somme de ces dernières devrait atteindre quelque 960 millions en ajoutant les aides des collectivités territoriales et des subsides européens. L'Allemagne devrait par exemple injecter 1,25 milliard d'euros et l'Italie 570 millions.

Le numérique : des intérêts croisés et contradictoires

La Maison Blanche fait pression sur les Européens pour qu'ils renoncent à recourir à la génération de mobiles 5 G et cherche à soutenir des alternatives. Mais la moitié des 65 contrats de 5G déjà signé par Huawei le sont avec des pays européens. L'Europe est le deuxième marché du groupe chinois, avec 40% de part : 25% en France, 70% en Allemagne. Londres étudie sa décision au regard de ses intérêts de coopération sécuritaire.

Dans le cas français, le quart des antennes mobiles sont déjà de marque Huawei. Bouygues et SFR les utilisent sur la moitié de leurs réseaux, alors qu'Orange et Free se fournissent chez Ericsson et Nokia. Le Journal officiel du samedi 7 décembre 2019 soumet impose l'autorisation de l'ANSSI (Agence nationale de sécurité des systèmes informatiques) pour tout déploiement d'équipements 5G et l'interdit dans nombre de lieux stratégiques (Paris, Toulouse, Rennes, Pau, Nancy, Strasbourg, ...).

Quant à Huawei Marine, elle est en train de poser le premier câble sous-marin non occidental, nommé PEACE, pour Pakistan East Africa Connecting Europe, de 12000 km avec Orange et PCCW, de Hong Kong (2021). C'est une rupture avec le monopole occidental de la pose et de l'exploitation des câbles sous-marins, depuis 1869.